



Déclaration FSU au C.T.S.D. du Jeudi 26 janvier 2012

C'est dans le contexte particulier d'une crise de la dette qui n'en finit pas et qui est forcément la cause de tous nos maux, de plans de rigueur à répétition qui pèsent encore un peu plus sur les familles les plus en difficultés, dans le cadre d'une Loi de Finances 2012 qui a acté la suppression de 30 400 postes dans la Fonction Publique d'État dont 14 280 pour la seule Education Nationale, la plus touchée..., dans celui d'une mandature qui s'achève et qui aura fortement mis à mal le service public d'éducation, que se réunit ce CTSD de préparation de rentrée 2012 dans les écoles et les collèges de notre département.

Sacrifiée sur l'autel des restrictions budgétaires imposées par la RGPP (la lecture du rapport parlementaire de décembre 2011 est à cet égard assez édifiante), notre École, qui avait déjà perdu plus de 66 000 postes d'enseignants depuis 2007, se voit à nouveau attaquée sur le front de l'emploi, mettant les personnels en grandes difficultés dans l'accomplissement de leurs missions, dégradant considérablement les conditions d'études et d'apprentissages des élèves, changeant insidieusement la fonction et le sens de l'École... et cette politique budgétaire, conjuguée à une politique éducative libérale, induite par la Loi Fillon de 2005, a contribué à modeler un système éducatif de plus en plus inégalitaire, qui renonce à la réussite de tous, qui dérègle à tout-va, se dédouanant de son devoir d'une éducation nationale pour tous, reléguant au local, à chacun, sa responsabilité dans son parcours de réussite ou d'échec...

Et ce ne sont pas les « bons vœux » de Nicolas Sarkozy aux partenaires de l'Education le jeudi 5 janvier dernier faisant l'apologie de l'école du socle, insistant sur la réforme de l'évaluation des enseignants, invitant à une redéfinition du métier d'enseignant, encourageant l'autonomie des établissements, applaudissant à la « remarquable expérimentation » ECLAIR... qui vont nous rassurer... Et puisque « dans l'Education nationale comme dans les autres services, nous devons et pouvons faire mieux avec les mêmes moyens », plus de 14 000 emplois (dont 5700 dans le premier degré et 6550 dans le second degré) vont encore être supprimés, 153 dans les écoles de notre académie, 177 dans les collèges, lycées et LP.

Pour notre département, alors que les « indicateurs de performances » se sont révélés négatifs voire mauvais en 2011 (pour rappel et pour ne prendre qu'un seul exemple, le taux de réussite au DNB de juin dernier se situait à 6,9 points en dessous de la moyenne académique...), l'addition s'annonce encore particulièrement lourde, **43 postes** devraient être repris **dans nos écoles, 12** (sur les 38 prévus dans l'académie) **dans nos collèges**, la répartition des 67 suppressions en lycées et 72 en LP n'étant pas encore connue.

Dans les écoles, la prévision d'une perte de 403 élèves, à la rentrée prochaine dans les Ardennes (si tant est qu'elle se confirme), ne peut pas justifier la suppression de... 43 postes !

Avec cette mesure qui s'ajouterait à celles, déjà douloureuses, des années précédentes, comment l'engagement gouvernemental de ne fermer aucune classe hors démographie pourra-t-il être tenu dans de telles conditions ?

- En abandonnant ce qui reste de la scolarisation des enfants de moins de 3 ans passée de plus de 50% dans le département à 16 % aujourd'hui ?
- En continuant à s'attaquer aux moyens de remplacement et de formation continue ?
- En poursuivant la purge des postes d'aide spécialisée aux élèves les plus en difficulté (RASED) ?
- En laissant se resserrer l'écart entre les taux d'encadrement des écoles de RRS et les autres, ... bref, en délaissant les plus fragiles ?

Comment réduire les inégalités scolaires dès le plus jeune âge dans de telles conditions ?

Dans les collèges, alors que nous avons déjà pointé et dénoncé bon nombre de situations délicates en cette année 2011/2012 (classes à effectifs chargés, horaires réglementaires non respectés, remplacements non assurés, formation des enseignants bafouée,...), comment, avec une telle reprise de moyens, alors que le nombre d'élèves attendus affiche un solde positif (+29 !), peut-on espérer pouvoir lutter efficacement contre l'échec scolaire, le décrochage, les sorties du système éducatif sans diplôme ni qualification ?

A l'examen des documents préparatoires qui nous ont été fournis, ces choix politiques et orientations libérales sont des plus clairs, la dotation globale de fonctionnement est réduite de **367h**, soit l'équivalent de **20,4 ETP...**, pour la plus grande part dans les **établissements RRS** où **135,5h** seront reprises, pour 7 élèves de plus attendus... et même dans les **2 collèges ECLAIR** où la « remarquable expérimentation » s'était accompagnée d'une dotation plus généreuse pour faciliter sa mise en œuvre..., **117,5h** manqueront à l'appel, entraînant une **chute sensible et significative du H/e de... 11 points !**

Outre ce « levier » de l'éducation prioritaire réduite désormais à peu de chagrin pour ne pas dire à néant, fort opportunément avec la fermeture brutale du collège Frénois décidée par le Conseil Général pour raisons de sécurité, c'est aussi celui du « réseau d'établissements » que l'on cherchait depuis quelque temps à « rationaliser »..., qui vient d'être utilisé... L'équipe éducative de l'établissement et les représentants des personnels seront extrêmement vigilants quant à la préparation de rentrée du collège Turenne, aux conditions d'études et d'apprentissages des élèves relevant de l'éducation prioritaire et à la réaffectation de tous les personnels, veillant à ce que cette situation nouvelle, présentée comme inéluctable, ne donne pas lieu à récupération de moyens... À cet égard, ils exigent que les moyens initiaux prévus dans le cadre de la préparation de rentrée 2012 pour ces deux établissements soient dévolus en intégralité au collège Turenne.

Considérant que cette gestion et ces orientations idéologiques de l'Education Nationale constituent une véritable erreur politique, que la formation des jeunes, que les conditions de la réussite de tous ne peuvent être ainsi négligées, bafouées et volontairement dégradées mais au contraire être LA priorité de l'État, que des réformes ambitieuses sortant de la seule logique comptable et avec un investissement à hauteur des enjeux sont urgentes et nécessaires, la FSU Ardennes appelle le Mardi 31 janvier prochain l'ensemble des personnels à contester le projet de réforme de l'évaluation des enseignants qui tendrait à éloigner ces derniers du cœur de leur métier et, plus globalement, à dénoncer la politique éducative menée depuis quelques années par ce gouvernement et à « peser » pour que d'autres pistes, d'autres réformes soient explorées dans l'intérêt de **tous** nos élèves, pour l'avenir de notre pays.